

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Accord-cadre relatif à la réalisation de fouilles
archéologiques préventives préalables à
l'aménagement du secteur Aérodrome de la ZAC
Jules Verne, GLISY (SOMME)

Référence du marché : CCIR-AP-2024-35



CCI HAUTS-DE-FRANCE

PREAMBULE

Bien que la nature des prestations objet du présent contrat relève de service¹, les Cahiers des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables, par prestations, sont définis comme suit :

- S'agissant des prestations 1 à 5, telles que décrites au BPU : le CCAG applicable aux marchés publics de Travaux dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- S'agissant de la prestation 6, telle que décrite au BPU : le CCAG applicable aux marchés publics de Fournitures courantes et services dans sa version en vigueur au lancement de la consultation.

L'attention du titulaire du présent marché est attirée sur le fait que toutes les stipulations desdits CCAG sont applicables en ce qu'elles ne sont pas modifiées ou annulées par le CCAP.

En conséquence, le titulaire ne pourra se prévaloir de méconnaître les dispositions des CCAG.

Toute notification s'effectue à l'adresse indiquée par le titulaire à l'acte d'engagement. Dans le cas où plusieurs adresses y sont mentionnées, les notifications sont effectuées à l'adresse de l'établissement chargé de l'exécution des prestations (à l'établissement du mandataire, en cas de groupement).

ARTICLE 1. INTERVENANTS

1.1. Représentation de l'acheteur / Maître d'ouvrage

CCI de région HAUTS-DE-France

299 BOULEVARD DE LEEDS

CS 90028

59031 LILLE CEDEX

Représentée par son Président, ou toute personne ayant eu une délégation préalable.

Par dérogation à l'article 3.3 des CCAG, l'interlocuteur technique du représentant du pouvoir adjudicateur est le Responsable des travaux d'aménagement des parcs d'activités de la CCI Amiens Picardie. Ses coordonnées (nom, prénom, n° téléphone, adresse et adresse électronique valide) seront transmises au titulaire après la notification. Ce/ces interlocuteurs réceptionnent les demandes du titulaire et suivent l'exécution des prestations. Ces échanges ne sont pas contractuels. Si ces interlocuteurs changent, le représentant de l'acheteur en avertit immédiatement le titulaire.

L'ordonnateur est le Président de la CCI de région Hauts-de-France dont l'adresse est indiquée ci-dessus.

1.2. Représentation du titulaire et composition de l'ensemble de l'équipe chargée de l'exécution

Par dérogation à l'article 3.4.1 des CCAG, le titulaire doit désigner à l'acheteur, la personne physique (nom, prénom, n° téléphone, adresse et adresse électronique valide) – responsable scientifique, ayant qualité pour le représenter, ainsi que l'adjoint et l'équipe affectée à l'exécution des prestations, lors du dépôt de son offre.

Conformément aux articles 6.2 et 6.3 du cahier des charges scientifique, la composition de l'ensemble de l'équipe est définie comme suit :

- Le responsable scientifique : **un archéologue spécialiste de la période gauloise**, expérimenté dans la fouille d'occupations en milieu rural – il assure la direction effective de l'opération sur le terrain, comme en phase de post-fouille, jusqu'à la remise du rapport finale d'opération à l'Etat ;

¹ Suivant décision de la [CAA de MARSEILLE, 6ème chambre, 11/01/2021, 18MA00776, Inédit au recueil Lebon](#)

- Un adjoint au responsable scientifique : **un anthropologue funéraire** compétent dans la fouille et l'étude des sépultures humains à crémation ;
- Une équipe de fouille : **équipe pluridisciplinaire** (géomorphologue, palynologue, carpologue, archéozoologue, etc.) expérimentée en matière de méthodes et de techniques de fouilles archéologiques préventives. Les techniciens la composant doivent disposer des compétences requises pour la fouille en milieu rural.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, en cas de changement d'un membre de l'équipe chargée de l'exécution (responsable scientifique, adjoint ou un membre de l'équipe pluridisciplinaire), le titulaire communique le nom, les coordonnées et le curriculum vitae du remplaçant, sans délai, à la DRAC et à l'acheteur. Ce remplaçant est réputé disposer d'un niveau de compétence et d'expérience au moins équivalent à la personne remplacée. L'acheteur (sur demande de la DRAC) dispose de 30 jours pour récuser ou accepter le remplaçant proposé par le titulaire. A défaut de remplaçant accepté par l'acheteur, le contrat est susceptible d'être résilié et il encourt également les pénalités prévues au présent CCAP.

Au cours de l'exécution des prestations, l'acheteur se réserve la possibilité de demander le remplacement du responsable de l'opération ou d'un membre de l'équipe affectée, en particulier en cas d'insuffisance dans l'exécution de la prestation. L'acheteur n'a pas à motiver sa décision. Le titulaire doit proposer dans les 30 jours calendaires à l'acheteur un remplaçant disposant du même niveau de compétences et d'expériences professionnelles. A défaut, ou si l'acheteur récusé à nouveau ce remplaçant, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché public sans indemnités dans les conditions du présent CCAP, ainsi que de faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire.

1.3. Maitrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le maître d'ouvrage.

Les études d'exécution, telles que définies à l'article 6.1 du CCTP, sont à la charge du titulaire. Elles sont exécutées pendant la période de préparation et remises au maître d'œuvre dans un délai de quinze (15) jours suivant la date de commencement de la période de préparation.

1.4. Assistant à maîtrise d'ouvrage

JUNIPER Conseil (Maxence SEGARD)
Le Weygand, Bâtiment A
BD Jean Moulin
14000 CAEN

1.5. Pilotage

Le titulaire a à sa charge les prestations de pilotage de l'ensemble des intervenants (cotraitants et sous-traitants éventuels).

A ce titre, le titulaire devra établir un calendrier détaillé d'exécution des travaux et assurer le suivi de ce planning tout au long du chantier.

Le titulaire du marché public devra assurer la coordination dans le temps et dans l'espace des études d'exécution et des travaux de l'ensemble des intervenants.

1.6. Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Conformément à l'article 6.14 du CCTP, toute demande de sous-traitance doit être déclarée à l'État (DRAC, Service Régional de l'Archéologie).

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement.

Cette déclaration s'accompagne des documents suivants :

- la déclaration du sous-traitant qu'il n'est pas admis au redressement judiciaire, au sens de l'article L. 631-1 du code de commerce, ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou qu'il justifie d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché (dans ce cas, fournir la copie du ou des jugements prononcés à cet effet),
- Une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée, pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner à un marché public mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-10 du code de la Commande Publique,
- Une attestation d'assurances « Responsabilité Civile » en vigueur au moment de l'intervention du sous-traitant,
- Un Relevé d'Identité Bancaire ou postal,
- Un justificatif de ses capacités professionnelles, techniques et financières,
- Un modèle de plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) pour chaque sous-traitant.

Le titulaire devra établir en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R2193-3 du code de la Commande Publique, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

De plus, dans le cadre d'une sous-traitance indirecte, le sous-traitant qui sous-traite devra justifier auprès du représentant du pouvoir adjudicateur qu'il a fourni à son propre sous-traitant la caution ou donner au représentant du pouvoir adjudicateur la délégation de paiement prévue à l'article L2193-14 du Code de la Commande Publique. Le représentant du pouvoir adjudicateur complètera l'acte spécial avec :

- la personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R2191-60 et R2191-61 du Code de la Commande Publique,
- le comptable assignataire des paiements.

Dès signature, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et au sous-traitant concerné l'acte constatant l'acceptation de la sous-traitance. Il en informe le maître d'œuvre. Dès réception de cette notification, le titulaire fait connaître au maître d'œuvre, la personne physique (nom, prénom, n° de téléphone et de télécopie, adresse et adresse électronique valide) habilitée à représenter le sous-traitant. Le maître d'œuvre désigne alors au sous-traitant la personne qui a seule qualité pour le représenter.

A compter de son agrément, le sous-traitant devra remettre son plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) définitif au coordonnateur SPS au plus tard huit (8) jours avant le début de son intervention. Cette intervention sera conditionnée par l'approbation du plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) par le coordonnateur SPS

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

1.7. Co-traitance

Si le contrat est conclu avec un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du représentant de l'acheteur pour l'exécution des bons de commande.

Par dérogation à l'article 3.5.4 des CCAG, en cas de défaillance du mandataire du groupement lors de l'exécution du contrat, les membres du groupement disposent d'un délai de 8 jours à compter de la date de réception de la notification de la mise en demeure de l'acheteur pour désigner un remplaçant à ce dernier. En cas d'acceptation du représentant de l'acheteur, une modification sera établie sur cette base afin de modifier le contrat. Cette modification sera notifiée au nouveau mandataire et aux cotraitants. A défaut, le contrat sera résilié.

1.8. Autre intervenant

Préfet de région Hauts-de-France
Direction régionale des affaires culturelles Hauts-de-France - Pôle patrimoines et Architecture
Service régional de l'archéologie – site d'Amiens
5 rue Henri Daussy
80044 Amiens cedex 1

ARTICLE 2. OBJET DU CONTRAT

Une Convention Publique d'Aménagement a été signée entre Amiens Métropole et la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Amiens le 12 novembre 2002 pour la réalisation de l'opération ZAC Jules Verne. Par avenant N°14 en date du 15/12/2023, la durée de la CPA a été prorogée et la convention court jusqu'au 12/11/2029.

Le présent contrat a pour objet la réalisation de fouilles archéologiques préventives préalables à l'aménagement de la ZAC Jules Verne secteur « Aéroport » à GLISY (Somme).

Les caractéristiques techniques des prestations sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières et dans ses annexes, en particulier dans le cahier des charges scientifique annexé à l'arrêté n° 80-2024-281-A4 de prescription de fouille archéologique préventive Hauts-de-France – Glisy (Somme).

ARTICLE 3. DOCUMENTS

3.1. Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 des CCAG, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes :
 - o Le rapport de diagnostic archéologique établi l'Inrap (Annexe 1) ;
 - o L'arrêté préfectoral de prescription de fouille n°80-2024-281-A4 du 26 mars 2024 et le cahier des charges scientifique annexé (Annexe 2) ;
 - o Le plan d'implantation des zones de fouille en DWG (Annexe 3) ;
 - o Le récépissé de la Déclaration de Travaux /DT (Annexe 4). Les DT actualisées seront remises au titulaire après notification du marché ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) – partie contractuelle ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;

- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les bons de commande émis au fur et à mesure de l'exécution ;
- Les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

Les documents conservés dans les archives de l'acheteur font seuls foi.

Le titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

Les pièces contractuelles prévalent sur les conditions générales de vente du titulaire.

3.2. Pièces non contractuelles

Le contrat est constitué des documents non contractuels suivants :

- Le détail quantitatif estimatif (partie quantité du BPU-DQE) ;

ARTICLE 4. STRUCTURE ET FORME CONTRACTUELLES

4.1. Décomposition de la prestation et forme contractuelle

Les prestations ne sont pas composées de lots.

La forme retenue pour l'exécution contractuelle est un accord-cadre à bons de commande sans montant minimum sur la durée contractuelle et avec un montant maximum sur la durée contractuelle, mono-attributaire en application des articles R. 2162-2, R. 2162-4 2° et R. 2162-13 à R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Les montants de l'accord-cadre sont fixés selon les limites de commande sur la durée du contrat suivantes :

- sans montant minimum ;
- et avec un montant maximum de 200 000 € HT, soit 240 000 € TTC.

Aucune valeur minimale de commande ne pourra être exigée par le titulaire.

4.2. Nature de la prestation

Les prestations relèvent d'un contrat de services.

4.3. Présentation des bons de commande

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comportent a minima les informations suivantes :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du contrat,
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique,
- lieu de réalisation des prestations,
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- désignation et quantités des prestations à réaliser,
- délais maximaux de réalisation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC,

Chaque bon de commande fera l'objet d'une acceptation expresse par le titulaire (retour au représentant du pouvoir adjudicateur par courriel d'une copie du bon de commande signée) dans un délai de dix (10) jours à compter de la date de réception du document, par dérogation à l'article 3.7.2 des CCAG.

Par dérogation à l'article 3.7.2 des CCAG, le titulaire dispose d'un délai de dix (10) jours à compter de la réception du bon de commande pour formuler, par écrit, ses observations éventuelles au représentant de l'acheteur. Passé ce délai, la forme et le fond de la commande seront jugés admis par le titulaire.

Si des fournitures ne sont pas disponibles, le titulaire précisera le motif justifiant l'impossibilité de livraison des documents commandés en précisant s'il s'agit d'un abandon définitif ou d'une livraison retardée. Dans cette hypothèse, le titulaire devra, en tout état de cause, respecter les délais de complément de livraison mentionnés au présent CCAP, s'il n'est pas en mesure de le faire, il devra l'indiquer à l'acheteur en précisant le délai de livraison supplémentaire. L'acheteur pourra alors décider soit d'abandonner sa commande et de se fournir chez un autre prestataire à même de répondre à ses besoins dans les délais, soit d'accorder un délai supplémentaire de livraison. En cas d'abandon définitif le titulaire attestera de son impossibilité de livrer les fournitures.

Le titulaire s'engage à respecter les conditions fixées par chaque bon de commande.

Les prestations seront exécutées à l'adresse et dans les délais indiqués dans le bon de commande.

4.4. Prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, conformément à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, de passer sous forme de marchés négociés sans publicité préalable et sans mise en concurrence des marchés de services ou travaux ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire du marché.

ARTICLE 5. DUREE CONTRACTUELLE ET DELAIS D'EXECUTION

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG-TX, le titulaire ne peut se prévaloir d'un quelconque préjudice lorsque le début de la période de préparation ou des travaux intervient au-delà d'un délai de six (6) mois après la notification du marché public.

Les délais impartis englobent les travaux nécessaires au respect des règles en vigueur en matière d'hygiène et de sécurité, le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et lieux en fin de travaux.

Ces stipulations ne comprennent pas le délai d'établissement des documents fournis après exécution, ceux-ci font l'objet de l'article 10.5 du présent CCAP.

5.1. Durée du marché

Le contrat est conclu pour une durée de quarante-huit (48) mois consécutifs à compter de sa notification, sans qu'aucune reconduction ne soit prévue.

Les bons de commande ne peuvent être émis que pendant la durée du marché public.

5.2. Délais

La durée maximale d'exécution des bons de commande est fixée à trente-six (36) mois. Les délais d'exécution des bons de commande sont fixés ci-dessous, selon les prestations décrites au BPU :

- ➔ Prestation 1 : Préparation de l'opération / période de préparation : un (1) mois maximum par dérogation à l'article 28.1 CCAG-TX. La période de préparation est non comprise, par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-TX, dans le délai d'exécution des travaux.
La période de préparation démarre à la date prescrite par le bon de commande ou, à défaut, à compter de la date de leur réception par le titulaire, par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG-TX.
- ➔ Prestations 2 : Installation de chantier – Prestation 3 : Réalisation du décapage archéologique – Prestation 4 : Réalisation des travaux de fouille – Prestation 5 : Remise en état de l'empirique après les fouilles archéologiques : deux (2) mois maximum pour l'ensemble des prestations / travaux

Les travaux courent à compter de la date prescrite par le bon de commande ou, à défaut, à compter de la date de leur réception par le titulaire, par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG-TX.

Le délai d'exécution des travaux de fouilles inclut les journées d'intempéries réputées prévisibles telles que prévues à l'article 5.3 du présent CCAP, les congés payés, le repliement des installations et la remise en état des lieux.

- ➔ Prestation 6 : Analyses, études et rédaction du rapport final d'opération : vingt-quatre (24) mois maximum de rédaction du rapport

Les bons de commande courent à compter de la date prescrite par le bon de commande ou, à défaut, à compter de la date de leur réception par le titulaire.

L'exécution des bons de commande ne peut se prolonger au-delà de la date limite de validité du contrat public, à l'exception des bons de commande émis pendant la validité du marché public en cas d'inachèvement des prestations à la fin du marché public, étant précisé que le délai d'exécution ne peut excéder six (6) mois après date limite de validité de validité de l'accord-cadre.

5.3. Prolongation du délai d'exécution

S'agissant des prestations / travaux 1 à 5 :

Le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jour égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes naturels, relevé à la station météorologique de référence, pourra permettre la justification officielle par un organisme agréé du nombre de jours d'intempéries, pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution des travaux.

Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels : Amiens

Gel

Intensité limite : -5° à 8 heures du matin

Durée : 8 jours consécutifs pour les travaux de bétonnage, parties en élévation.

Vent :

Intensité limite : 60 km/h

Durée : Pendant plus de 8 heures pour les travaux de manutention (coffrages, mats d'éclairage, ...)

Pluie :

Pluie continue : intensité limite, 10 mm/jour

Le titulaire fournit les relevés météorologiques relatifs aux périodes d'interruption d'activité.

La prolongation du délai ainsi accordée est notifiée par ordre de service qui en précise la durée.

Le titulaire ne peut pas prétendre à une rémunération complémentaire au titre de cette prolongation.

Par dérogation à l'article 18.2.1 du CCAG-Travaux, une prolongation du délai de réalisation des travaux peut être accordée par le représentant du pouvoir adjudicateur lorsque l'exécution des travaux ne peut être effectuée dans le délai contractuel pour une cause n'engageant pas la responsabilité du titulaire. Pour pouvoir bénéficier de cette prolongation du délai de réalisation, le titulaire doit signaler au représentant du pouvoir adjudicateur, par courriel ou par lettre recommandée avec avis de réception, les causes échappant à sa responsabilité qui font obstacle à l'exécution

des travaux dans le délai imparti. Il formule en même temps une demande motivée de prolongation du délai de réalisation des travaux et indique au représentant du pouvoir adjudicateur la durée de la prolongation demandée, si elle est connue. Le représentant du pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 15 jours ouvrés à compter de la réception de cette demande pour notifier sa décision au titulaire par courrier ou courriel. En l'absence de réponse du représentant du pouvoir adjudicateur dans ce délai, la demande du titulaire est réputée acceptée pour la durée demandée.

S'agissant de la prestation 6 :

Le titulaire doit signaler immédiatement à l'acheteur, par courriel ou tout moyen permettant d'en fixer une date certaine, les causes échappant à sa responsabilité qui font obstacle à l'exécution du bon de commande dans le délai imparti, ainsi que la date à laquelle ces dernières sont apparues.

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter le délai d'exécution du fait d'un événement revêtant le caractère de force majeure ou du fait de l'acheteur, une prolongation du délai est accordée, dans les conditions visées à l'article 13.3 du CCAG.

En revanche, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, s'il le juge nécessaire, de faire application des pénalités prévues au présent CCAP.

5.4. Calendrier prévisionnel d'exécution

Les prestations objet du contrat sont réalisées par le titulaire dans le cadre du calendrier détaillé fixé par ce dernier dans son offre. Le calendrier doit respecter les contraintes fixées par le CCTP et le cahier des charges scientifique en annexe de l'arrêté (annexe 2).

5.5. Délais de remise des documents

Par dérogation à l'article 40.1 du CCAG-Tx, les délais et les modalités de remise des documents sont définis à l'article 6.20 du CCTP et 8 de l'annexe 2 du CCTP (cahier des charges scientifique).

ARTICLE 6. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

6.1. Nature des prix

Les prix du marché public sont hors TVA. Il sera appliqué le taux de TVA en vigueur au moment du fait générateur.

Tous les prix donnés dans l'offre sont présentés hors taxes et toutes taxes avec spécification de celles-ci ou de l'exonération de ces taxes le cas échéant.

Le marché public est conclu en euros.

Les prestations faisant l'objet du contrat sont réglées par application des prix unitaires (forfaits unitarisés), dont le montant est donné dans le bordereau des prix unitaires (BPU), appliqués aux quantités réellement exécutées, dans la limite des montants minimum et maximum fixés dans l'acte d'engagement et au prorata temporis le cas échéant.

6.2. Contenu des prix

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Aucun surcoût de quel qu'ordre que ce soit ne sera accepté par l'acheteur.

Au surplus et s'agissant des prestations 1 à 5 :

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

1) Les travaux doivent être livrés, exécutés complètement et conformément, en tous points, aux stipulations du marché et aux règles de l'art. Ils doivent satisfaire aux règlements et prescriptions administratifs en vigueur au mois d'établissement des offres, défini à l'article 3.3.2.

2) Le prix du marché est réputé comprendre les dépenses afférentes à la coordination des prestations réalisées par des intervenants différents.

3) Le prix du marché est réputé comprendre les frais inhérents à la couverture du risque de défaillance éventuelle des éventuels sous-traitants chargés de l'exécution de certaines des prestations prévues au marché.

4) Les prix sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux telles que visées à l'article 9.1 du CCAG-Travaux. Les prix afférents aux travaux assignés au mandataire d'un groupement, ou au titulaire sont réputés comprendre les dépenses communes de chantier visées à l'article 9.1.2 du CCAG-Travaux.

5) Le prix du marché tient compte des dépenses de chantier mentionnées ci-après :

- L'installation de chantier, dans les conditions fixées à l'article 6.3 du CCTP.

6) En outre le ou les titulaire(s) du marché est (sont) réputé(s) avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments définis à la date du marché et afférents à l'exécution des travaux ; il(s) reconnaît (reconnaissent) avant la remise de son (leur) offre :

- avoir pris connaissance complète et entière des lieux d'exécution des travaux ainsi que des conditions d'accès et des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers et de tous éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des travaux ;

- avoir apprécié toute difficulté inhérente au site, aux moyens de communication, aux ressources en main d'œuvre, etc ;

- avoir contrôlé les indications des documents du dossier de consultation des entreprises ;

- s'être entouré de tous renseignements complémentaires nécessaires auprès de tous services ou autorités compétents.

Les prix s'entendent pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de la spécialité concernée, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation.

De surcroît, sur la base de la définition et de la description des besoins tels qu'ils figurent dans les documents de consultation, le titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient, après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

À tout moment, le travail dans la zone d'activité pourra être stoppé et remis à une date ultérieure sur décision du représentant du pouvoir adjudicateur.

6.3. Variation des prix

Les prix du contrat sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix du contrat sont définitifs et révisibles suivant les modalités ci-dessous :

Les prix du contrat sont révisibles trimestriellement.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index SYN REV « Indice SYNTEC ».

Les acomptes seront calculés avec un coefficient de révision égal au rapport de deux valeurs de l'index de référence du présent marché dans la limite de la formule suivante :

$$C_n = (I_n / I_0)$$

dans laquelle :

I_n et I_0 sont les valeurs prises respectivement au mois n d'exécution des travaux et au mois « zéro » M_0 de l'index de référence.

En cas de disparition de l'indice ou index choisi et, si un nouvel indice ou index était publié afin de se substituer à celui actuellement en vigueur, la variation du prix se trouverait de plein droit indexée sur ce nouvel indice et le passage de l'ancien indice au nouveau s'effectuerait en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire.

Dans le cas où l'indice choisi ne peut être appliqué du fait de l'absence d'indice ou index de remplacement, les parties conviendraient de lui substituer un indice similaire choisi d'un commun accord par une modification de contrat.

En cas de sujétions imprévues rendant inappropriée l'utilisation exclusive de l'indice de révision initial, les parties conviendraient d'intégrer un indice supplémentaire choisi d'un commun accord par une modification de contrat.

Dans le cas où il conviendrait de faire évoluer la périodicité de la révision en cours d'exécution, le cas échéant, les parties pourront convenir d'une modification de contrat.

Le coefficient de variation obtenu est arrondi à 3 décimales au millième supérieur.

6.4. Initiative du calcul de la révision des prix

La demande de révision des prix doit émaner du titulaire du marché. La demande doit être formulée par écrit et envoyée à la Direction des Achats par mail (achats@hautsdefrance.cci.fr) à minima un (1) mois avant la date anniversaire du contrat.

La mise à jour des prix doit faire apparaître le détail de chaque étape du calcul et la valeur retenue pour chaque indice ou index.

Le pouvoir adjudicateur peut soit accepter la demande soit demander au titulaire de revoir sa formule de révision de prix en cas de désaccord. La notification au titulaire se fera soit par courrier soit par mail.

En aucun cas, une révision des prix à la hausse pourra être appliquée sans avoir été préalablement validée par la Direction des Achats.

6.5. Frais de coordination

En cas de groupement conjoint, la rémunération du mandataire pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations.

En cas de sous-traitance, les prix du contrat couvrent sans surcoût les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

6.6. TVA

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

Le marché public est conclu en euros.

ARTICLE 7. CONDITIONS DE PAIEMENT

7.1. Délai de paiement

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire.

7.2. Régime des paiements

Les projets de décompte seront présentés conformément aux instructions données aux entrepreneurs par le représentant du pouvoir adjudicateur pendant la période de préparation.

Par dérogation à l'article 12 du CCAG-Tx, s'agissant des prestations 1 à 5, les modalités du règlement des comptes du marché seront les suivantes :

- les acomptes seront réglés mensuellement

À la suite de la notification de la réception des prestations, le titulaire remet à l'acheteur une demande de paiement correspondant au paiement du solde indiquant les prestations réellement exécutées / les fournitures réellement livrées.

7.3. Facturation

La facturation sera effectuée sur le portail Chorus Pro.

Les factures seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La désignation des parties contractantes du marché (Titulaire et Pouvoir Adjudicateur) ;
- Nom et prénoms, s'il s'agit d'une personne physique, ou raison sociale complète, s'il s'agit d'une personne morale ;
- Les références du marché
- Le numéro du bon de commande
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- La date, le lieu, les prestations exécutées,
- Le montant hors T.V.A. de la prestation exécutée ;
- Le taux et le montant de la T.V.A. ;
- Le montant à payer,

A défaut de trouver ces renseignements sur les factures, ces dernières seront retournées et le règlement ne pourra être effectué. Le paiement interviendra 30 jours au plus tard après la réception et validation de la facture complète et conforme aux prestations exécutées.

CHORUS PRO :

Ce portail mis à disposition par l'Etat permet de déposer et suivre le paiement des factures électroniques ; il est accessible depuis : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures dématérialisées pourront être déposées (avec signature électronique ou non) ou saisies directement dans le respect des conditions d'utilisation de Chorus.

Les modalités précises d'utilisation seront signifiées au titulaire.

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Important :

Sans indication du numéro de commande émis par la CCI de région HAUTS-DE-FRANCE, les factures ne pourront pas être traitées et devront être retournées au titulaire du marché.

7.4. Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, la demande de paiement est obligatoirement répartie entre les membres du groupement. Par dérogation à l'article 12.1.2 du CCAG-FCS et 10.7.2 du CCAG-Tx, en cas de groupement solidaire, la demande de paiement peut être répartie entre les membres du groupement ; la demande de paiement globale présentée par le mandataire au représentant du pouvoir adjudicateur précise alors le montant ou le % des prestations effectuées par chacun des cotraitants, au regard de la répartition fixée au marché public.

La notion de groupements d'entreprises n'existe pas dans Chorus pro. Chaque membre doit disposer d'une structure et d'un identifiant propres pour pouvoir émettre ses factures. Le mandataire vise la demande pour la transmission vers le représentant du pouvoir adjudicateur.

La signature de la demande de paiement par le mandataire vaut acceptation par celui-ci du montant à payer à chacun des cotraitants, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché public.

7.5. Paiement direct des sous-traitants

Le titulaire peut sous-traiter certaines parties de son contrat, à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Etant rappelé qu'en raison de la nature des prestations objet du présent contrat, les modalités relatives à la sous-traitance scientifique sont définies à l'article 6.14 du CCTP.

Il fournit à cet effet un acte spécial dûment complété (formulaire DC4) et produire les éléments suivants pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du contrat :

- les certificats et attestations des articles R2143-6 à R2143-10 du Code de la Commande Publique,
- un sous-détail des prix comportant les éléments de décomposition de ses prix le cas échéant,
- une attestation d'assurances comme indiquée à l'article "Assurance" du présent cahier en vigueur au moment de l'intervention du sous-traitant le cas échéant,
- un relevé d'identité bancaire ou BIC ou IBAN,
- les documents relatifs au pouvoir de la personne habilitée à engager le sous-traitant,
- les capacités professionnelles du sous-traitant le cas échéant,
- toutes justifications permettant de vérifier que le sous-traitant s'est acquitté de ses obligations mentionnées aux articles L8222-1 et L8222-4 du code du travail.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellé au nom de l'acheteur au Titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé réception, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé.

Le Titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur ou à la personne désignée par lui dans le marché.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'acheteur ou à la personne désignée par lui dans le marché, accompagnée des factures et de l'accusé réception ou du récépissé attestant que le Titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

La demande de paiement du sous-traitant est envoyée à l'adresse suivante :

CCI DE REGION HAUTS-DE-FRANCE
TSA 11540
59040 LILLE CEDEX

L'acheteur ou la personne désignée par lui dans le marché adresse sans délai au Titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

L'acheteur informe le Titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Le Titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le représentant de la personne publique à chaque sous-traitant concerné, cette somme tient compte d'une éventuelle révision des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

En cas de groupement, si le cotraitant qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

7.6. Avance

L'option B de l'article 11 du CCAG s'applique.

Si le titulaire ne la refuse pas dans l'acte d'engagement, une avance lui est versée dans les conditions prévues aux articles R 2191-7 à R 2191-12, R 2191-15 et R 2191-16 du code de la commande publique.

Le montant de cette avance est fixé à 10 % du montant du bon de commande (si celui-ci est supérieur à 50 000 € HT et que sa durée d'exécution est supérieure à 2 mois).

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai de trente (30) jours compté à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution.

Le remboursement de l'avance est effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint soixante-cinq (65) % du montant TTC du bon de commande.

Le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint quatre-vingt (80) % du montant TTC du bon de commande.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R 2193-17 à R 2193-21 du Code de la Commande Publique. Le sous-traitant joint à sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur une déclaration du titulaire indiquant le montant des prestations qu'il doit exécuter au cours des 12 mois suivant la date de commencement des prestations.

ARTICLE 8. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

8.1. Réunion de lancement

Préalablement au piquetage, une réunion de lancement d'une durée de deux (2) heures entre le représentant de l'acheteur et le titulaire aura lieu sur site.

Les articles 7.1 et 7.2 du cahier des charges scientifiques en annexe de l'arrêté (annexe 2 du CCTP) déterminent les modalités de suivi sur le terrain.

Les prix sont compris dans les prix remis le bordereau de prix unitaires.

8.2. Emballage

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport. Dans la mesure du possible, le titulaire veille à utiliser des contenants réutilisés ou réutilisables, recyclés ou recyclables, à privilégier la livraison en vrac plutôt qu'en unité distincte.

Les emballages restent la propriété du titulaire qui prend en charge leur réutilisation ou recyclage.

8.3. Stockage

Le stockage des fournitures est effectué sous la responsabilité du titulaire.

8.4. Transport

Conformément à l'article 20.3 du CCAG Fournitures courantes et services, le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

8.5. Clause de réexamen

Conformément aux dispositions de l'article R2194-1 du code de la commande publique, l'acheteur prévoit dans le cadre du présent contrat, la clause de réexamen suivante :

Augmentation du montant maxi de l'accord-cadre :

Lorsque 90 % du maximum du présent accord-cadre a été atteint, l'acheteur en informe le ou les titulaires. Dans un délai de quinze (15) jours à compter de ce signalement, les parties échangent sur la possibilité de modifier à la hausse le maximum de l'accord-cadre dans la limite de 10 % du maximum initial.

Modification ou ajout de la clause de révision de prix :

En cours d'exécution, si la formule de révision des prix de l'accord-cadre initial, convenue initialement se révèle être inadaptée ou ne permet pas d'opérer la compensation nécessaire, les modifications suivantes pourront être apportées par voie d'avenant :

- le ou les indice.s fixé.s initialement pourront être adaptés
- un ou des indices supplémentaires pourront être ajoutés
- la périodicité des révisions pourra être revue
- toute formule inapplicable pour cause d'erreur matérielle pourra être modifiée pour devenir applicable.

De même, une clause de révision des prix pourra être intégrée, si celle-ci n'était pas prévue initialement.

Circonstances imprévisibles :

A - Evolution des prix du marché :

En cas de survenance de circonstances imprévisibles occasionnant des difficultés d'exécution en matière financière, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer les dispositions suivantes :

Le titulaire doit fournir tout document suffisamment probant attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés (indices INSEE, cours de matières premières, etc. il peut à ce titre fournir une comptabilité analytique détaillant la structure de ses prix) en cas de hausse brutale des cours de certaines matières premières rendant son offre initiale économiquement intenable.

Parmi ces justificatifs, figure obligatoirement la preuve que le titulaire a fait preuve de diligence lors de la commande du matériau concerné dans des délais compatibles avec le respect des délais d'exécution contractuels.

Au regard de ces éléments et justificatifs fournis, et sous réserve de leur complétude, un avenant de révision exceptionnelle d'une durée trimestrielle, semestrielle ou annuelle selon le cas de figure sera conclu afin d'intégrer les tarifs révisés du titulaire. Etant précisé que l'avenant intervient dans un délai 30 jours maximum à compter de la date de réception des justificatifs, pouvant se prouver par tous moyens.

A l'issue de la durée fixée par l'avenant, les prix antérieurs à l'avenant s'appliquent de nouveau.

Si par le biais de l'avenant, le titulaire bénéficie d'un trop perçu, un nouvel avenant viendra formaliser la somme à restituer à l'acheteur.

B - Prolongation de la durée / Exonération ou modération des pénalités

En cas d'événements particuliers, cas de rupture ou de difficultés d'approvisionnement rendant impossible le respect des délais d'exécution contractuels pour des raisons extérieures au titulaire, en application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, l'acheteur pourra décider de prolonger le(s) délai(s) d'exécution et / ou de modérer ou d'annuler les pénalités de retard associées, dans les conditions suivantes :

Dans un délai de quinze jours calendaires au maximum suivant la survenance de l'événement visé au premier alinéa, le titulaire fournit à l'acheteur, par courriel avec demande d'avis de réception ou par tout moyen permettant de déterminer avec précision la date de sa réception, un document démontrant les causes faisant obstacle à l'exécution du délai contractuel. A cette occasion, il indique également la durée de la prolongation sollicitée.

Pour l'exonération ou la modération des pénalités, il indiquera le montant qu'il souhaite voir appliqué.

Cela n'est envisageable que pour les bons de commande, les prestations en cours d'exécution.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de l'acheteur.

C - Ajout de prestations liées à des circonstances imprévisibles

Dans le cadre d'événements particuliers, localisés ou non, comme des attentats, des catastrophes naturelles ou industrielles, des pandémies ou épidémies, il peut être exigé du titulaire l'application de mesures transitoires de prévention et de sécurité.

L'acheteur transmet les consignes particulières à appliquer et leur durée d'application au titulaire qui ne peut pas les refuser.

Dans le cas où ces mesures engendreraient des adaptations de délais ou des coûts supplémentaires, le titulaire demande leur prise en charge par l'acheteur en produisant tous les justificatifs appropriés. Le cas échéant, un acte modificatif est établi si les prix du contrat doivent être réévalués ou si ces mesures engendrent un nouveau prix.

En cas de désaccord sur les conséquences financières, la résiliation du contrat pour événements extérieurs peut être prononcée par l'acheteur, sans indemnité pour le titulaire.

En cas de défaillance du mandataire du groupement titulaire lors de l'exécution contractuelle :

Les membres du groupement disposent d'un délai de huit (8) jours à compter de la date de réception de la notification de la mise en demeure envoyée par le représentant du pouvoir adjudicateur pour désigner un remplaçant à ce dernier. En cas d'acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur, un acte modificatif sera passé sur cette base afin de modifier le marché public. Cette modification sera notifiée au nouveau mandataire et aux cotraitants. A défaut, le marché public sera résilié.

8.6. Modifications apportées au projet

Toute demande de la part du représentant du pouvoir adjudicateur visant à modifier le projet par rapport aux pièces contractuelles ou aux documents ayant fait l'objet du visa du Maître d'œuvre fera l'objet d'un ordre de service précisant les points sur lesquels il doit être étudié une modification.

Par dérogation à l'article 14.5 du CCAG-Travaux, la procédure sera la suivante :

Dans un délai de 5 jours ouvrables à compter de la réception de cet ordre de service, l'entrepreneur adressera au Maître d'Œuvre une note précisant dans quelles conditions de délai et de prix une proposition technique répondant à la demande de modification du représentant du pouvoir adjudicateur pourra être élaborée.

Dans un délai de 5 jours ouvrables suivant la réception de cette note, le maître d'œuvre transmettra son avis sur la modification demandée au représentant du pouvoir adjudicateur.

Le représentant du pouvoir adjudicateur fera part de sa décision sur l'acceptation ou non de ces conditions d'études au Maître d'Œuvre par ordre de service. Si l'accord en est donné, le Maître d'Œuvre fera établir dans les délais arrêtés les études demandées qui comporteront en outre :

- une notice technique et explicative ;
- les plans modificatifs ;
- un détail de l'incidence financière sur le coût global de l'opération (base marché) ;
- une note sur l'incidence de la modification sur les délais.

La proposition ainsi établie sera transmise au Maître d'Œuvre qui devra formuler un avis dans un délai de 10 jours ouvrables. Le représentant du pouvoir adjudicateur fera part de sa décision.

8.7. Autorisations administratives :

Conformément à l'article 31.3 du CCAG Travaux, l'acheteur a la charge de l'obtention des autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux prévus au contrat.

8.8. Installation de chantier :

Application de l'article 31.1 du CCAG Travaux, étant précisé que les prescriptions de l'article 6.3 du CCTP s'appliquent.

8.9. Lieux de dépôt des déblais :

Le titulaire doit se conformer aux dispositions de l'article 31.2 du CCAG Travaux.

Les emplacements suivants sont mis gratuitement à la disposition du titulaire pour le dépôt provisoire des déblais en excédent : cf articles 6.2 et 6.3 du CCTP.

8.10. Ordres de service :

Conformément à l'article 3.8 du CCAG Travaux, les ordres de service sont datés, numérotés et notifiés par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage au titulaire qui en accuse réception.

Les ordres de service qui ont un impact sur les délais, durées ou montants du contrat font l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage. La justification de la validation est jointe à l'ordre de service notifié par le maître d'œuvre. Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des observations de sa part, il doit les notifier au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage dans un délai de quinze jours.

8.11. Période de préparation :

Au cours de cette période il est procédé aux opérations décrites au CCTP et conformément à la réglementation en vigueur, à la diligence respective des parties contractantes.

Tous les documents établis par le titulaire ou par les sous-traitants devront recevoir le visa du maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre disposera d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception pour les viser ou faire part de ses réserves par ordre de service.

En cas de réserves, le titulaire reprendra à ses frais, les études complémentaires nécessaires à la levée des réserves et soumettra à nouveau les documents au visa du maître d'œuvre suivant la même procédure sans pour autant prétendre à une augmentation du délai d'exécution.

Le démarrage des travaux n'interviendra que lorsque tous les documents à obtenir pendant la période de préparation auront reçu l'approbation ou le visa de maître d'œuvre.

8.12. Registre du chantier :

Conformément à l'article 28.5 du CCAG Travaux, l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre concernant le déroulement du chantier, est répertorié par le maître d'œuvre dans un registre de chantier signé contradictoirement par lui et le titulaire.

Ce registre est tenu à la disposition de l'acheteur et des intervenants autorisés, puis remis au maître de l'ouvrage dans le cadre des opérations préalables à la décision de réception définitive de l'ouvrage.

8.13. Réduction des nuisances :

Le titulaire est tenu d'éviter ou de limiter toutes nuisances et autres impacts négatifs liés aux prestations du contrat, notamment celles générées envers les riverains.

Le titulaire met tout en œuvre pour réduire les nuisances acoustiques des engins et matériels, les nuisances olfactives et les productions de poussières et fumées. Le titulaire respecte le plan de gestion de déchets et est informé que durant l'exécution du contrat, il doit être en mesure de justifier de sa conformité au regard des éléments précédents sur simple demande de l'acheteur.

Dans le cas où les travaux nécessitent l'emploi de moteurs ou d'appareils mécaniques, le titulaire devra prendre à ses frais, risques et périls, toutes les mesures nécessaires en vue d'éviter tout danger d'incendie ou d'explosion. Le fonctionnement de ces moteurs ou appareils sera réalisé de manière à réduire au minimum la gêne imposée aux usagers et aux riverains.

Les engins de chantier équipés d'un moteur à explosion ou à combustion interne, les groupes moto compresseurs, les brise-bétons et marteaux piqueurs, les groupes convertisseurs de soudage, les groupes électrogènes de puissance, devront être conformes à un type homologué tel que défini dans les arrêtés ministériels du 11 avril 1972 (modifié le 5 mai 1975), du 4 novembre 1975, du 26 novembre 1975, du 10 décembre 1975 (l'ensemble de ces arrêtés ayant été modifié le 19 décembre 1977) concernant les niveaux sonores aériens émis par les engins de chantier.

Le Maître d'œuvre pourra prescrire au titulaire, soit le remplacement ou la modification des moteurs et appareils dont le fonctionnement se sera révélé trop bruyant, soit un horaire spécial pour l'emploi de ces moteurs ou appareils aux frais du titulaire.

8.14. Suivi de chantier :

Le suivi d'avancement des prestations fait l'objet de visites et réunions de chantier auxquelles participent le titulaire et le maître d'œuvre.

En complément de l'article 3.9 du CCAG-TX, les modalités relatives aux rendez-vous de chantier sont définies à l'article 6.19 du CCTP.

Au surplus, les opérateurs sont tenus d'assister aux rendez-vous de chantier provoqués par le maître d'œuvre, ou d'y déléguer un agent ayant pouvoir pour engager l'opérateur et donner sur-le-champ des ordres nécessaires sur le chantier.

Les rendez-vous de chantier ont lieu aux jours et heures fixés par le maître d'œuvre.

La présence des opérateurs étant indispensable, leur absence ou leur remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées, à quelque titre que ce soit, entraîne leur responsabilité sans que mention du fait soit portée sur le cahier de chantier visé ci-après.

8.15. Etudes d'exécution :

Le titulaire établit, notamment d'après les éléments de définition du projet, les documents nécessaires à la réalisation

des ouvrages, tels que définis au CCTP, notamment en son article 6.2. Ces documents sont soumis au visa du maître d'œuvre. Celui-ci les renvoie au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

8.16. Plan d'implantation des ouvrages et piquetage général - piquetage spécial :

Le piquetage est réalisé selon les prescriptions du CCTP.

8.17. Utilisation des résultats

Conformément à l'article 37.2.1 du CCAG FCS, les résultats obtenus dans le cadre des prestations font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit de l'acheteur. Le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins y compris à des fins commerciales.

Toutefois une cession à titre exclusif est appliquée aux aspects de l'étude qui portent sur l'identité de l'acheteur, la promotion de ses missions de services publics et sur des données confidentielles.

8.18. Restitution de documents

En cas de besoin, l'acheteur met à la disposition du titulaire les documents en sa possession nécessaires à la réalisation des missions ou lui facilite l'obtention des informations et renseignements dont il pourrait avoir besoin.

Tous les documents qui auront ainsi été mis à disposition devront être remis au représentant de la personne publique, en fin de mission.

ARTICLE 9. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

9.1. Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

9.2. Devoir d'information et de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'affecter l'opération.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

9.3. Dégradations causées aux voies publiques

Conformément à l'article 34 du CCAG Travaux, si, à l'occasion des travaux, des contributions ou réparations sont dues pour des dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations d'engins exceptionnels, la charge en est partagée par moitié entre le titulaire et l'acheteur.

9.4. Obligation de vigilance

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par la CCI de région Hauts-de-France à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi le Pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

En cas de groupement momentané d'entreprises, ces dispositions s'appliquent à l'ensemble du groupement.

9.5. Protection de la main d'œuvre

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu, ainsi que ses sous-traitants, au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

9.6. Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

9.7. Réparation des dommages

Les dommages de toute nature, causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature, causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

A ce titre, l'attention du titulaire est attirée sur la présence d'un gisant situé dans le jardin intérieur. Il prendra soin de n'y causer aucun dommage.

9.8. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public

Le titulaire sera tenu responsable de la signalisation temporaire de chantier, du nettoyage quotidien des chaussées et des emprises qui lui sont allouées, de la réparation immédiate des dégâts occasionnés en voiries.

Le titulaire ou le mandataire du marché public supportera seul les frais de remise en état des dégradations causées aux voies publiques.

Tenue à jour des plans d'exécution et documents de chantier (compris registre de formation, registre de sécurité, registre des observations)

Les opérateurs tiendront en permanence sur le chantier dans un casier, tous les documents à jour, ainsi que la liste de ces documents avec dates des approbations concernant l'opération (plans, notes...). Ces documents seront réservés au représentant du pouvoir adjudicateur.

9.9. Obligation de discrétion

Le titulaire est tenu de maintenir confidentiels tous renseignements et documents qui lui sont communiqués dans le cadre du contrat et de ne pas les utiliser, divulguer et/ou reproduire. Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation par ses collaborateurs ou par ses sous-traitants éventuels.

Tout manquement à cette obligation pourra conduire à la résiliation du contrat et ce, sans préjudice des dommages et intérêts et de toutes les pénalités qui pourraient être infligées au titulaire du fait des indiscrétions commises.

9.10. Connaissance des éléments afférents à l'exécution contractuelle

Le titulaire est réputé :

- avoir apprécié exactement la nature, l'importance et les particularités de ce qui est demandé,
- s'être entouré de tous les renseignements complémentaires éventuels auprès du représentant de la personne publique.

Le Titulaire s'engage à n'élever aucune protestation sur les réserves ci-dessus énoncées.

9.11. Garantie

Les prestations du contrat sont assorties d'une garantie d'une durée de 1 an.

ARTICLE 10. CONTROLE DES PRESTATIONS

10.1. Opérations de vérification quantitatives et qualitatives

S'agissant de la prestation 6 :

Le cas échéant, les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat, dans les conditions prévues aux articles 27 à 29 du CCAG-FCS. Néanmoins et par dérogation aux articles susvisés, la DRAC-SRA est en charge de ces opérations.

10.2. Admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet

Le cas échéant, application de l'article 30 du CCAG-FCS. Néanmoins, et par dérogation à l'article susvisé, la DRAC-SRA est en charge de ces opérations.

10.3. Garantie de continuité des prestations

Le titulaire s'engage à ce que son personnel et celui de ses sous-traitants chargés de la réalisation des prestations prévues au contrat disposent d'un niveau de formation et de qualification adapté aux exigences du contrat. En conséquence le titulaire doit :

- Constituer des équipes de personnels formés et compétents ;
- Veiller et contrôler le maintien et à la disponibilité des compétences ;
- Maintenir une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement la composition de ses équipes en cas de difficulté ou de montée en charge.

Le titulaire s'engage à assurer la stabilité et le niveau de compétence de ses équipes pendant toute la durée du contrat. Si le taux de rotation du personnel du titulaire exécutant les prestations lui apparaît excessif, l'acheteur peut demander la justification et les actions proposées afin d'en réduire le caractère excessif.

Dans le cas où le titulaire fait intervenir un stagiaire, celui-ci doit disposer d'une convention de stage avec le titulaire et une structure diplômante ainsi que d'un maître de stage désigné. Pour la réalisation des prestations les salariés du titulaire demeurent sous la seule autorité et le pouvoir hiérarchique de leur employeur. L'acheteur ne peut en aucun cas se substituer au titulaire qui doit assumer l'ensemble de ses responsabilités et obligations d'employeur. À ce titre, le titulaire communique à l'acheteur l'identité du responsable hiérarchique des salariés qui réalise les prestations prévues au contrat.

ARTICLE 11. PENALITES

11.1. Pénalités pour retard

Par dérogation aux articles 14.1.1 du CCAG-FCS et 19.2.4 du CCAG-Tx, les pénalités s'appliquent sans invitation à émettre des observations préalables.

Par dérogation aux articles 14.1.2 du CCAG-FCS et 19.2.2 du CCAG-Tx, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation aux articles 14.1.3 du CCAG-FCS et 19.2.1 du CCAG-Tx, les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

En cas de non-respect des délais prescrits au présent contrat, le titulaire encourt les pénalités suivantes, sur constat du représentant du pouvoir adjudicateur :

Pénalités pour retard	Fait générateur et mode de calcul
Retard dans l'achèvement des prestations 1 à 5	Il sera appliqué une pénalité de 100 € H.T par jour calendaire de retard en cas de dépassement du délai d'exécution des prestations 1 à 5
Absences aux rendez-vous de chantier	Les pénalités seront appliquées au titulaire qui n'assiste pas ou ne se fait pas représenter par un délégué ayant tous pouvoirs aux rendez-vous de chantier prévus au CCTP. Ces pénalités sont fixées à 100 € H.T par absence. Le Maître d'œuvre se réserve le droit de convoquer aux réunions de chantier les opérateurs économiques sous-traitants ou cotraitants en présence du titulaire.

Retard dans la remise des documents des documents prévus au CCTP	<p>En cas de retard dans a remise d'un document prévu au CCTP, le titulaire encourt, par jour calendrier de retard, les pénalités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Documents visés à l'article 6.1 du CCTP : 100 € HT - Compte-rendu hebdomadaire – article 6.19.a/ du CCTP : 100 € HT - Compte-rendu trimestriel – article 6.19.b/ du CCTP : 150 € HT - Plan de récolement – article 6.20 du CCTP : 100 € HT - Copie du récépissé de dépôt du Rapport d'opération auprès des services de la DRAC – article 6.20 du CCTP : 250 €.
--	--

Etant précisé que les pénalités ci-dessus définies, sont cumulables. Elles ne sont pas elles-mêmes assujetties à la TVA.

11.2. Autres pénalités

Pénalités	Fait générateur et mode de calcul
Pénalités liées au non-respect des obligations en matière de composition de l'ensemble de l'équipe chargée de l'exécution	En cas de non-respect des obligations prescrites à l'article 1.2 du présent CCAP, le titulaire concerné encourt, après mise en demeure, une pénalité égale à 300 € par fait constaté.
Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés sur le chantier, ainsi qu'au remblaiement prévu à l'article 6.17 du CCTP. En cas de manquement, ces opérations seront faites aux frais et risques du titulaire sans préjudice d'une pénalité fixée à 1000 € HT par infraction constatée.
Dégâts par négligence dans le respect des consignes de sécurité	Dégâts par négligence dans le respect des consignes de sécurité pendant et en dehors des heures ouvrées : une pénalité fixée à trois cents (300) € H.T, par dégât constaté, sera appliquée au titulaire, celui-ci étant responsable des dégâts qui pourraient être causés par négligence.
Non-respect du nettoyage du chantier	En cas de non-respect du nettoyage de chantier, il sera appliqué une pénalité de cent cinquante (150) euros par infraction constatée par le Maître d'œuvre.
Gestion des déchets	Le titulaire doit enlever au fur et à mesure les déchets, détritrus, emballages relatifs à ses travaux. En cas de défaut, le titulaire encourt une pénalité de 150 € HT par infraction constatée par le MOE.
Trouble à la circulation autour du chantier, arrêt ou stationnement interdits	Trouble à la circulation publique autour du chantier, arrêt ou stationnement interdit (cette retenue ne vient pas en substitution des amendes délivrées par l'autorité compétente) : il sera appliqué une pénalité de 300 € H.T par trouble constaté.
Manquement aux prescriptions en matière de sécurité et de signalisation	En cas de manquement aux prescriptions de l'article 6.7 du CCTP, il sera appliqué une pénalité de 300 € H.T par infraction constatée.

Manquement aux prescriptions en matière de protection des abords et mitoyens	En cas de manquement aux prescriptions de l'article 6.8 du CCTP, il sera appliqué une pénalité de 300 € H.T par infraction constatée.
Dépôt de matériel, matériaux, divers gravois en dehors des zones prescrite	En cas de constat de dépôt de matériel, matériaux, divers gravois en dehors des zones prescrites, il sera appliqué une pénalité de 300 € H.T par jour calendaire.
Présence de déchets dans une benne non appropriée	En cas de dépôt de déchets dans une benne non appropriée, il sera appliqué une pénalité de 300 € H.T par infraction.
Dépôt sauvage ou enfouissement de déchets	En cas de dépôt sauvage ou d'enfouissement de déchets, il sera appliqué une pénalité de 300 € H.T par infraction.
Absence de respect des exigences législatives et réglementaires environnementales	En cas de non-respect des exigences législatives et réglementaires en matière environnementale, il sera appliqué une pénalité de 300 € H.T par infraction.

Les pénalités son cumulables et s'appliquent sans mise en demeure sur simple constat du MOE.

ARTICLE 12. RESILIATION, SANCTIONS ET FIN DU CONTRAT

12.1. Résiliation

Le marché peut être résilié dans les conditions prévues au CCAG concerné.

Toute prestation qui ne donnerait pas satisfaction du fait du non-respect des prescriptions ou obligations définies dans les documents contractuels du marché public peut donner lieu à une résiliation de ce dernier sans qu'aucune indemnité ne puisse être réclamée par le titulaire.

L'inexactitude des documents et renseignements ou le refus de produire les pièces prévues aux articles R2143-6 à R2143-10 du code de la Commande Publique, sera sanctionnée par la résiliation du marché public, sans indemnités, aux torts du titulaire, après mise en demeure de produire lesdits documents et renseignements.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L.8222-6 du code du travail, le titulaire n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation dans un délai de deux mois, l'acheteur pourra résilier le marché public, sans indemnités, aux frais et risques du titulaire, dans les conditions visées ci-dessus.

Quelle que soit la cause de la résiliation, il est procédé à une liquidation des comptes au regard des prestations déjà effectuées à la date de la résiliation ; les sommes restant dues sont immédiatement exigibles et sont réglées dans le délai de paiement visé dans le présent cahier, au vu de la demande de paiement correspondante.

12.2. Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus aux articles 41.1 du CCAG-FCS et 50.3.1 du CCAG-Tx. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

12.3. Résiliation pour motif d'intérêt général :

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

12.4. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

12.5. Redressement et liquidation judiciaire

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, le titulaire notifiera sans délai à l'acheteur le jugement instituant cette procédure. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

En cas de redressement judiciaire, l'acheteur adressera à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du contrat, dans des conditions permettant un bon déroulement de la prestation.

En cas de liquidation judiciaire, l'acheteur prononcera la résiliation du contrat sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

12.6. Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant

Tribunal Administratif de Lille
5 rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039
59014 Lille
Téléphone : 03 59 54 23 42

Courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr

Télécopie : 03 59 54 24 45

Site internet : <http://lille.tribunal-administratif.fr/>

Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site www.telerecours.fr.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

ARTICLE 13. NORMES EN VIGUEUR ET TRAITEMENT RGPD

Les prestations effectuées dans le cadre du marché devront respecter l'ensemble des normes françaises, européennes et internationales en vigueur lui correspondant.

En cas d'évolution de la réglementation, le titulaire est tenu de se mettre en conformité avec les nouvelles dispositions, à compter de leur date d'effet.

En complément de l'article 5.2 du CCAG-PI, il est précisé que lors de l'exécution du présent marché, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après dénommé « R.G.P.D. »), ainsi que la loi 2018-493 relative à la protection des données personnelles du 20 juin 2018.

Le titulaire est assimilé au titre du présent marché public à un sous-traitant au sens de l'article 28 du règlement susvisé. A ce titre, dans le cas où il traite des données à caractère personnel, le titulaire s'engage notamment à :

- traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du marché public ;
- traiter les données conformément aux instructions de la C.C.I.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement la C.C.I.

Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer la C.C.I. de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;

- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché public ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
 - o s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - o reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- ne pas recruter un sous-traitant sans l'autorisation écrite préalable, spécifique ou générale de la C.C.I. ;
- prendre toutes les mesures requises en matière de sécurité des données telles qu'imposées par l'article 32 du R.G.P.D. ;
- supprimer ou renvoyer ces données, selon les instructions de la C.C.I. ;
- mettre à la disposition de la C.C.I. toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues à l'article 28 du R.G.P.D. et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement de la C.C.I. ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

ARTICLE 14. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Articles du CCAP dérogeant aux CCAG	Articles des CCAG auxquels il est dérogé
1.1	3.3 du CCAG-FCS et du CCAG-Tx
1.2	3.4.1 du CCAG-FCS et du CCAG-Tx
1.7	3.5.4 du CCAG-FCS et du CCAG-Tx
3.1	4.1 du CCAG-FCS et du CCAG-Tx

4.3	3.7.2 du CCAG-FCS et du CCAG-Tx
5	18.1.1 du CCAG-Tx
5.2	18.1.1 et 28.1 du CCAG-Tx
5.3	18.2.1 du CCAG-Tx
5.5	40.1 du CCAG-Tx
7.2	12 du CCAG-Tx
7.4	12.1.2 du CCAG-FCS et 10.7.2 du CCAG-Tx
8.6	14.5 du CCAG-Tx
10.1	27 à 29 du CCAG-FCS
10.2	30 du CCAG-FCS
11.1	14.1.1 du CCAG-FCS et 19.2.4 du CCAG-Tx 14.1.2 du CCAG-FCS et 19.2.2 du CCAG-Tx 14.1.3 du CCAG-FCS et 19.2.1 du CCAG-Tx